Le secret d'État à l'épreuve. Herbert O. Yardley et “ la chambre noire américaine ”

Alexandre Rios-Bordes

► To cite this version:

Alexandre Rios-Bordes. Le secret d'État à l'épreuve. Herbert O. Yardley et “ la chambre noire américaine ”. Genèses. Sciences sociales et histoire, 2007, 68 (3), 10.3917/gen.068.0097 . hal-01753919

HAL Id: hal-01753919

<https://hal.science/hal-01753919>

Submitted on 29 Mar 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LE SECRET D'ÉTAT À L'ÉPREUVE. HERBERT O. YARDLEY ET « LA CHAMBRE NOIRE AMÉRICAINE »

Alexandre Rios-Bordes

Belin | « Genèses »

2007/3 n° 68 | pages 97 à 115

ISSN 1155-3219

ISBN 9782701146126

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-geneses-2007-3-page-97.htm>

Pour citer cet article :

Alexandre Rios-Bordes, Le secret d'État à l'épreuve. Herbert O. Yardley et « la chambre noire américaine », *Genèses* 2007/3 (n° 68), p. 97-115.
DOI 10.3917/gen.068.0097

Distribution électronique Cairn.info pour Belin.

© Belin. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Le secret d'État à l'épreuve. Herbert O. Yardley et « la chambre noire américaine »

Alexandre Rios-Bordes

pp. 97-115

Le secret d'État semble défier l'analyse historique. Comme si la pratique de la dissimulation et du silence par les gouvernants échappait par nature à toute possibilité d'historicisation. Le discours hésite, se fait vague, cherche l'élégance de style dans des expressions essentialistes des *arcana imperii*. Il inscrit bien volontiers le secret dans une nature immobile du politique, résultante de l'ordre des choses, de comportements immuables – de la nature humaine, en somme. Le secret est un moyen de gouvernement, le secret d'État sa forme paradigmatique, la raison d'État son corollaire. Ce portrait empêche pourtant de percevoir les mutations qui en affectent la nature. L'émergence de l'État moderne, synonyme de rationalité technique incarnée par la bureaucratie, entraîne une métamorphose du secret qui n'est plus détenu – et défini – par une poignée d'initiés, mais par – et pour – un appareil d'exécution anonyme. Les exigences de transparence, de contrôle, de liberté d'expression, constitutives du gouvernement représentatif et de l'État de droit, exercent une contrainte de poids sur son existence même. Dans sa forme contemporaine, la confidentialité induit donc organisation, administration, codification. L'enjeu est de comprendre les processus d'élaboration de pratiques du secret adaptées à cette forme de gouvernement¹.

Si le secret échappe largement à une appréhension historique, c'est qu'on ne s'interroge pas sur sa nature concrète. Le secret est d'abord une forme : c'est une information dont la connaissance échappe au plus grand nombre, pour être volontairement réservée à un cercle restreint. Est secret ce qui n'est pas dévoilé. Le secret est une règle, ou pour le moins une « maxime » au sens weberien, qui conduit les acteurs impliqués à respecter une contrainte de silence. Est secret ce qu'on ne doit pas dévoiler. Enfin, le secret est un dispositif, un ensemble de pratiques concrètes qui permettent de qualifier à chaque instant la nature particulière d'une information. Est secret ce qui est désigné comme tel. Dès lors, on

peut identifier les procès historiques qui construisent une sphère du secret d'État bureaucratique moderne, saisir en mouvement la désignation d'un espace de l'activité étatique soustrait au jugement public.

Pour appréhender ce processus, il nous semble fécond de proposer un détour au ras du sol, de modifier la focale d'observation pour changer d'échelle et de temporalité. Le choix de cette démarche pratique répond à trois préoccupations. Elle oblige d'abord à envisager les conduites en termes de possibles et donc à instiller du contingent, du contextuel, bref de l'histoire dans l'approche de l'objet. Elle conduit également à déployer un moment de définition concrète de ce qui relève ou non du secret de l'État. Enfin, elle doit permettre de donner corps à une entité abstraite – le secret d'État – en donnant à voir la construction d'une de ses formes. Le contexte américain va servir de trame à notre propos. L'intrigue s'ordonne autour d'une affaire provoquée par la publication en 1931 d'un ouvrage au titre volontairement évocateur : *The American Black Chamber*.

Secrets militaires et secrets d'État (1900-1930)

La construction progressive, largement silencieuse, d'une forme moderne de gestion de l'information participe des mutations essentielles que connaissent, durant le premier tiers du siècle, les capacités administratives de l'État fédéral américain (Skowronek 1982 : 212-247). Car si le contrôle de l'information connaît son expansion décisive durant et après la Seconde Guerre mondiale (Blanton 2002), il plonge ses racines – et une part importante de ses motifs ultérieurs – dans un long processus entamé dans les décennies antérieures. La mise en place de pratiques normées de contrôle de l'information débute dans un cadre d'abord largement militaire et s'inscrit dans le mouvement de « reconstitution » des forces armées (Skowronek 1982 : 212-247 ; Weigley 1967 : 313-354 ; Millet et Maslowski 1994 : 316-345). L'armée et la marine des États-Unis développent très progressivement un système de classification des documents très largement inspiré des règlements britanniques, qui s'articule autour de trois impératifs : classer, protéger et sanctionner.

Classer

Le système de classement répond à la double exigence de désigner ce qui est secret et de distinguer des gradients de confidentialité. L'administration du secret militaire passe donc par la constitution d'un vocabulaire normé déterminant la qualité de l'information.

Les vocables « secret » ou « confidential » sont présents sur de nombreux documents militaires à la fin du XIX^e siècle, mais ils sont utilisés en quelque sorte dans leur sens commun, afin d'attirer l'attention sur leur nature particulièrement sensible. Ils ne font référence à aucun règlement précis, pas plus qu'ils n'induisent le respect d'une procédure particulière. En octobre 1907, le *Chief of Artillery* des

États-Unis s'inquiète d'une grande confusion dans l'utilisation et la compréhension du terme « confidentiel ». Il propose de classer les informations en fonction de leur nature et du degré de confidentialité à observer. Quatre classes sont distinguées (numérotées I à IV), exigeant une restriction de la diffusion décroissante, la classe *semi-confidential* (IV) n'excluant que le public et la presse. Cette proposition conduit un mois plus tard à la rédaction d'un memorandum adressé au ministre de la Guerre, puis à une circulaire réservant l'utilisation du mot « confidentiel » aux documents dont le contenu est réservé au seul destinataire (Quist 1989, 1: 24). Aucun système de classification systématique n'est toutefois adopté.

L'établissement d'un vocabulaire normé intervient à l'occasion de la Première Guerre mondiale. Institué par le corps expéditionnaire américain (American Expeditionary Forces – AEF) et adopté par le War Department en décembre 1917, un système de classification instaure une tripartition désignant la qualité de l'information : les marques « Secret », « Confidential » et « For official use only » sont apposées sur les documents. Ainsi les publications de la Military Intelligence Division (MID), compilées par la division du renseignement militaire, sont-elles classées en fonctions des restrictions liées à leur diffusion, *Secret* ou *Confidential* (Bidwell 1986 : 122). La Navy adopte en février 1918 une réglementation comparable : « Secret », « Confidential » et « Nonconfidential ». Ce principe de tripartition aboutit à une standardisation des catégories dans l'armée et la marine où seul le degré le plus faible, bientôt « Restricted », change de désignation².

Le contenu concret reste cependant vague. Le choix des informations à classer ne fait pas l'objet de stipulations générales avant 1917, le Département de la guerre ne requérant qu'une attention particulière pour les documents concernant les défenses côtières et autres fortifications. Le règlement de 1921 liste les matériaux concernés (formes imprimées, ronéotypées, dactylographiées, photocopiées, cartes, dessins et photographies), mais la qualification concrète de l'information dépend en fait largement d'un jugement d'opportunité par l'autorité compétente, au cas par cas :

« Un document sera marqué “Secret” seulement quand l'information qu'il contient est d'une grande importance et quand la protection de cette information contre les ennemis déclarés ou potentiels est de première nécessité.

Un document sera marqué “Confidential” quand il est d'une nature moins importante et moins secrète qu'un autre nécessitant la marque « Secret », mais doit, néanmoins, être protégé des personnes hostiles ou indiscretes. »

En d'autres termes, l'activation du dispositif de classification est dictée par l'évaluation de la sensibilité de l'information et, implicitement, de l'intérêt qu'elle recouvre pour l'ennemi. Elle répond dans le même temps à une exigence de fonctionnement, puisque le niveau de restriction le plus faible laisse possible une diffusion restreinte :

«Un document sera marqué “For official use only” quand il contient des informations qui ne doivent pas être communiquées au public et à la presse, mais qui peuvent être communiquées à toute personne [...] *dont les fonctions sont concernées*, ou aux personnes d’une loyauté et d’une discrétion certaines *qui coopèrent à l’action du gouvernement*³.»

Quant à la marine, les règlements de 1918 présentent une énumération des documents «Secret» (instructions aux forces opérationnelles, codes et chiffres, ordres de mouvement et toute correspondance ayant trait aux opérations contre l’ennemi). S’ajoute toutefois toute information qui «pourrait aider l’ennemi à déterminer à l’avance la nature des mesures offensives ou des armes que les États-Unis ou leurs alliés se prépareraient à utiliser contre lui»⁴. Là encore, le jugement d’opportunité conserve son importance.

Protéger

La qualité du document préoccupe moins, en fait, que la gestion de sa circulation. La classification a pour but de préserver les informations militaires en activant des procédures restreignant leur diffusion : des contraintes bureaucratiques croissantes s’appliquent donc à la manipulation des pièces classées.

Une grande attention est portée aux pratiques concrètes qui doivent limiter le risque d’une diffusion involontaire. Et l’on peut presque matériellement retracer les opérations que doit subir tel document. Il est marqué, c’est-à-dire désigné au destinataire comme relevant d’une catégorie sécurisée. Le règlement de classification de l’AEF précise que les marques doivent être placées sur le coin supérieur gauche, en lettres majuscules «suffisamment manifestes pour attirer l’attention», le mot «Secret» devant être imprimé en rouge. Ainsi identifié, le document doit être protégé : dès 1913, le bureau du *Judge Advocate General* recommande une double enveloppe pour les documents dits «Confidential», réservant à la seconde la notification du statut particulier. Ce procédé est confirmé en 1916 par le Département de la guerre et prescrit par les règlements de 1921. Enfin, l’information doit être remise au destinataire, ce qui semble constituer un souci croissant. En 1909, La Navy exige des destinataires qu’ils signent un reçu à retourner au Bureau de navigation. Les règlements de 1918 imposent que les pièces secrètes soient remises en main propre, «ouvertes, transmises et manipulées par un officier, et [...] à tout moment effectivement ou potentiellement en possession d’un officier». Ils ajoutent qu’une «attention extrême et une préoccupation constante doit être appliquée pour conserver le secret, aussi largement et sérieusement qu’il est humainement possible». Certains documents sensibles sont conservés sous clef, voire à l’intérieur de coffres⁵.

Se définissent également autour du destinataire premier des cercles concentriques de diffusion, cercles qui dessinent un dispositif d’exclusion. La formulation en est manifeste dans le règlement de 1917 :

«Un document [...] marqué "Secret" est destiné à l'information de l'individu auquel il est officiellement confié et à celle des officiers sous ses ordres dont elle affecte les fonctions.

Un document [...] marqué "Confidential" est d'une nature moins secrète qu'un autre marqué "Secret", mais son contenu ne sera révélé qu'aux personnes connues pour être autorisées à les recevoir ou lorsqu'il est évidemment dans l'intérêt du service qu'elles les reçoivent.

L'information contenue dans un document [...] marqué "For official use only" ne sera pas communiquée au public ou à la presse, mais peut être communiquée à toute personne connue pour être fonctionnaire des États-Unis, simplement en vertu de sa position officielle⁶.»

Le degré de sécurité détermine l'étroitesse du cercle des personnes ayant accès aux matériaux secrets. Les subordonnés immédiats peuvent en prendre connaissance, à condition d'être directement concernés par son contenu. De même, le cercle s'élargissant au degré inférieur, les membres de l'institution pénétrant l'espace des admis. D'autres fonctionnaires et officiels peuvent en prendre connaissance, si toutefois les documents appartiennent au degré le plus faible de protection. Les frontières de l'institution militaire ne sont donc pas absolument étanches. Bien différente est la limite externe du dernier cercle : l'information ne doit en aucun cas être divulguée au public et à la presse. Cette exigence, réitérée constamment dans les différents règlements de l'Army et de la Navy, est bien sa raison d'être première.

Difficile de dire, en l'état, si ces procédures sont appliquées. On trouve quelques mentions d'inquiétude quant à leur respect. En 1918, les autorités de la marine insistent sur l'extrême sérieux avec lequel le secret doit être conservé, constatant de nombreuses négligences. Notons également que la classification ternaire est absente de documents destinés à l'entraînement des officiers de renseignement en 1926⁷. Mais l'édiction de procédures administratives témoigne en soi de la bureaucratisation du secret et, quoi qu'il en soit, exerce une contrainte sur la conduite des acteurs.

Sanctionner

La production de normes écrites et explicites de la gestion du secret ne va pas sans impliquer en négatif l'existence de sanctions du dévoilement. La coercition se pose comme la garantie du respect des règles de confidentialité. Mais, presque dans le même mouvement, le dispositif disciplinaire institutionnel se double d'une pénalisation qui en affecte la nature.

Dans la période qui précède l'entrée en guerre des États-Unis, l'absence de système de classification – et plus encore de procédures formelles complexes liées à la sécurité des documents – va de pair avec celle de toute sanction particulière. La divulgation d'information est dans un premier temps donc comprise comme une défaillance professionnelle. En 1909, un règlement de la Navy prescrit que certaines publications « mises en circulation confidentiellement » ne doivent sous aucun prétexte « être expliquées ou divulguées à des personnes n'étant pas offi-

ciellement liées au service de la marine». Les «étrangers ou personnes n'appartenant pas à la marine doivent recevoir aussi peu d'informations que le permettent les usages de la profession (*professional etiquette*)»⁸. Les systèmes complexes de classifications changent la donne: désormais, la divulgation d'informations classées contrevient à des règles formelles. C'est un acte de désobéissance ou de négligence, donc une manière de faute professionnelle et, comme telle, relevant du code de justice militaire et des instances disciplinaires des forces armées⁹. Le secret de service est préservé par la possible sanction de l'institution.

Mais la sanction – et, par là même, le secret militaire – prend au même moment un autre sens: elle peut condamner ce qui relève d'une trahison. Dès 1916, un règlement rappelle que les officiers quittant la Navy doivent retourner les publications confidentielles au Bureau de la navigation, les avertissant de possibles poursuites au titre du *Defense Secrets Act* de 1911. Mais cette loi, censée protéger des secrets militaires dont la définition reste vague, est abrogée et remplacée par une législation de plus grande ampleur: l'*Espionage Act* de 1917. Débattu au printemps par la Chambre des représentants et le Sénat, voté après d'après discussions autour d'une possible censure en période de guerre, l'*Espionage Act* dirige ses dispositions essentielles contre l'obtention illégale d'informations relevant de la défense nationale et contre la divulgation de ces mêmes informations à un gouvernement étranger ou à ses agents (Moynihan 1998 : 91-97). Mais la loi vise au-delà de l'acte volontaire d'espionnage:

«(d) *Quiconque, étant légalement ou illégalement en possession de, ou ayant accès à, contrôle sur, ou se voyant confié tout document, écrit, livre de code, livre de signaux, croquis, photographie, négatif photographique, imprimé, plan, carte, exemplaire, instrument, appareil ou note, relatif à la défense nationale, le communique ou transmet volontairement, ou essaie de le communiquer ou transmettre, à toute personne n'étant pas autorisée à le recevoir ou le conserve volontairement et manque de le transmettre à la demande de l'officier ou employé des États-Unis autorisé à le recevoir; ou*
(e) *Quiconque, se voyant confié ou ayant légalement en sa possession ou son contrôle tout document [...] relatif à la défense nationale, permet par négligence coupable qu'il soit transporté hors de l'endroit approprié où il était conservé, ou remis à toute personne en violation de son devoir, ou perdu, volé, distrait ou détruit, doit être puni par une amende d'un montant maximum de \$10000 ou par un emprisonnement d'un maximum de deux ans, ou les deux*¹⁰.»

Il s'agit de sanctionner un comportement contraire aux règlements (paragraphe d) ou résultat de la négligence des procédures (paragraphe e) en temps de paix. La sanction peut donc s'appliquer au non-respect des règles et dispositifs de confidentialité militaires. La section 7 croit d'ailleurs nécessaire de préciser que «rien de ce qui est contenu dans ce titre ne doit être considéré comme limitant la juridiction des cours martiales générales, des commissions militaires ou des cours martiales navales [...]». Quelques mois plus tard, les règlements nouvellement adoptés par le Département de la guerre mettent en garde:

« Publier des documents officiels ou des informations, ou les utiliser pour des différents personnels ou pour tout autre motif privé sans l'autorité requise, sera traité comme une violation des devoirs officiels (*a breach of official trust*), et peut être puni au titre du code militaire ou au titre de la Section I, Titre 1 de l'*Espionage Act* entériné le 15 juin 1917¹¹. »

Un glissement s'effectue dans le dispositif du secret par la création d'un moyen de coercition qui en affecte la nature. La sanction du dévoilement n'est plus strictement militaire, car se surimpose une législation dont le dispositif transgresse par définition la frontière institutionnelle. La garantie de confidentialité n'appartient plus à la seule institution d'État, mais relève de l'État en tant que tel, de la justice fédérale. L'autorité de sanction désigne le changement de sens : les secrets militaires deviennent secrets d'État.

Détour au ras du sol

Les forces armées américaines sont le théâtre d'un processus de rationalisation progressive de la gestion de l'information, c'est-à-dire d'une bureaucratisation des pratiques d'administration du secret. Se dessinent progressivement les contours d'un espace clivé et concentrique, défini par des formes, des règles et des dispositifs inédits. Dès 1917, une législation existe qui sanctionne pénalement le dévoilement, établissant un domaine des secrets d'État. Mais, parmi les nombreux procès engagés au titre de l'*Espionage Act* dans les années suivantes, aucun ne concerne la divulgation d'informations secrètes par un fonctionnaire (Kohn 1994). En d'autres termes, les formes, règles et dispositifs existent, mais rien ne permet de confirmer la détermination des institutions à les faire appliquer, donc à définir effectivement les secrets militaires comme secret d'États.

Un homme va passer outre les interdits et dévoiler l'activité occulte de l'État fédéral : Herbert Osborne Yardley. Sa biographie est bien connue des ouvrages consacrés à l'histoire du renseignement. Son action au sein de la MID, puis de la « Chambre noire » constitue presque un passage obligé de l'histoire de l'action secrète aux États-Unis. Le récit reste pourtant largement anecdotique, superficiel, limitant l'analyse à un psychologisme désuet. Il tourne parfois à la charge violente pour dénoncer le traître à sa patrie (voir Jeffrey-Jones 2003 : 105-114). Mais l'intérêt de son parcours est ailleurs : il donne à voir, au ras du sol, la (re)définition du secret d'État.

Parcours en secret

C'est un chemin chaotique qui conduit cet homme vers les services de renseignement militaire. Herbert O. Yardley est né le 13 avril 1889 à Worthington, Indiana, petite bourgade de mille cinq cents habitants. L'adolescent dit vouloir devenir avocat criminaliste, mais à vingt-trois ans, après un examen officiel, il

devient employé du Département d'État à Washington (Kahn 1996 : 351). Selon son témoignage, c'est par curiosité qu'il commence à s'intéresser aux messages codés qui transitent par le bureau 106 du ministère. Un soir de travail, il récupère la copie d'un message adressé au président Woodrow Wilson et le décode en deux heures à peine. Il dit constater avec frayeur la faible sécurisation matérielle et cryptique des communications au sein du State Department. Après quelques recherches, il rédige un mémoire à l'intention de ses supérieurs. Son intérêt pour la cryptologie se renforce dans les mois qui suivent et l'entrée en guerre des États-Unis lui offre une opportunité qu'il saisit (Yardley 1931 : 17-23).

Yardley devient officier du renseignement militaire dans une période décisive de réinstitutionnalisation brutale. Il n'existe plus au printemps 1917 de service de renseignement en tant que tel au sein de l'armée des États-Unis. Sa disparition est le résultat des remaniements bureaucratiques de la décennie précédente. En mai, le chef de la War College Division, Joseph E. Kuhn, obtient la création d'une section autonome sous son commandement, confiée au major Ralph Van Deman. Le nombre d'officiers et d'employés civils augmente rapidement, tandis que la division fonctionnelle s'accroît (Bidwell 1986 : 81-87 et 121-123). C'est dans ce contexte que Yardley rencontre le nouveau chef des renseignements militaires qui arrange son départ du Département d'État, le fait nommer lieutenant du Signal Corps et détacher comme chef de ce qui est bientôt la MI-8, section des codes et cryptages (Kahn 2004 : 20-21 ; Bidwell 1986 : 164-171). Son successeur obtient en mai 1919 le maintien de cette unité en temps de paix. Mais son statut est le résultat d'un compromis original, puisque le « Bureau du chiffre » confié à Yardley est une structure secrète, cofinancée par le Département d'État et la Division du renseignement militaire, déménagée à New York pour des raisons de fiscalité publique. Acte de naissance curieux de ce qui reste officiellement une branche de la MID et que Yardley popularisera bientôt sous le nom de « Chambre noire » (Andrew 1995 : 62-63 ; Kahn 1996 : 355). Tous les liens officiels sont coupés et elle ne correspond que par ligne directe et courriers classés « Secret ».

Le travail de cryptanalyse se poursuit durant les années 1920, avec pour point d'orgue le décryptage des codes diplomatiques japonais et ses conséquences sur la conférence de désarmement de Washington de 1921. Cela n'empêche pas les problèmes de se multiplier dans la seconde partie de la décennie. Problèmes financiers d'abord : à partir de 1924, les réductions budgétaires entraînent une constante érosion des effectifs. S'ajoute le tarissement de la matière première, en d'autres termes des messages télégraphiques à décoder. Yardley rencontre une réticence croissante des compagnies de télégraphe à fournir des documents à traiter (Kahn 1996 : 359)¹². Enfin, et c'est plus grave, la « Chambre noire » se trouve marginalisée dans son environnement institutionnel. Début 1929, le nouveau chef de la section communications de la MID, le major Owen S. Albright, conduit une étude approfondie des activités de codage de l'armée et conclue à une dispersion nuisible des tâches entre la division du ren-

seignement, le Signal Corps et le bureau de l'*Adjutant General*. Il plaide pour la centralisation de l'ensemble des fonctions sous l'autorité du second. Le Signal Corps appuie bien entendu sa proposition et, début avril 1929, un mémorandum approuvé par le chef d'état-major propose au ministre de la Guerre une réorganisation des opérations en temps de guerre. C'est dans ce contexte qu'intervient la décision du nouveau Secrétaire d'État, Henry L. Stimson, de suspendre le financement d'un bureau dont il vient d'apprendre l'existence. Un jugement lapidaire explique dix-huit ans plus tard cette décision : « Les gentlemen ne lisent pas le courrier d'autrui » (Andrew 1995 : 72-73 ; Bidwell 1986 : 329-330 ; O'Toole 1991 : 337 ; Stimson et Bundy 1947 : 188).

Mémoire à vendre

Yardley démissionne. Une longue lettre l'informe que sa décision est acceptée, rappelant ses excellents états de service et le remerciant de ses longues années de dévouement. En juillet 1929, l'avenir de Yardley est discuté lors d'une réunion entre officiers du Signal Corps, en présence du chef du nouvellement créé Signal Intelligence Service, William Friedman. On décide de lui proposer un poste avec un salaire très inférieur à son traitement passé. « Il est très probable, suggère un officier, que cette offre sera [jugée] inacceptable, moyennant quoi ce service sera libre de continuer et de se réorganiser de fond en comble, sans s'empêtrer dans le passé¹³. » On comprend mieux l'absence de réaction du Département de la guerre à la décision du secrétaire d'État : des stratégies bureaucratiques et une marginalisation progressive ont préparé la fin du Bureau du chiffre. Refusant l'offre qui lui est faite, Yardley se retrouve vite en situation difficile après l'échec de ses investissements immobiliers dans le contexte de crise de l'automne 1929. Il n'a bientôt plus d'argent et se décide à vendre ce qui lui reste et dont il perçoit la valeur commerciale : son passé.

Comme il le confie lui-même à son agent littéraire, George T. Bye, Yardley est un cryptographe, pas un écrivain¹⁴. Pourtant il va écrire et faire publier en quelques mois le récit de son expérience au service du Département de la guerre sous un titre volontairement mystérieux : *The American Black Chamber*. L'ouvrage n'a rien d'une autobiographie froide et détachée et le style répond plus aux canons du roman populaire d'espionnage qu'à celui des mémoires de guerre (Neveu 1985). La préface donne le ton :

« Nous entendrons les paroles de l'Angleterre, de la France, du Vatican, du Japon, du Mexique, de Cuba, de l'Espagne, du Nicaragua, du Pérou, du Brésil et de bien d'autres.

Nous voyons le coffre d'un ministre ouvert, son livre de code photographié. Une jeune fille ravissante danse avec le secrétaire d'une ambassade. Elle le flatte. Ils deviennent intimes. Il est indiscret – nous apprenons la nature de son livre de code. Un sceau diplomatique est fabriqué avec attention. Des experts ouvrent habilement la lettre et photographient son contenu.

Des mois de travail pour déchiffrer un autre code. Cinquante dactylos tapent fiévreusement des tables de fréquence élaborées sur lesquelles des cryptographes s'abîment les yeux pour une clef qui éclairera le mystère.

Une lettre interceptée; Des chimistes à l'œuvre avec des tubes en verre et des produits chimiques étranges. Des caractères invisibles apparaissent, une phrase... un paragraphe... puis un autre – des visées sur le canal de Panama! Une belle femme arrêtée et jetée en prison. Elle avoue et meurt.

Des lettres en vrac; elles sont déchiffrées. Un jugement secret et une condamnation à mort.

Un télégramme sensationnel. Le ministre de la Justice et le secrétaire d'État se bousculent pour être le premier à joindre le président – comme des écoliers courant vers leur institutrice avec une pomme pour gagner ses faveurs.

La première conférence de l'armement est en session. Là seront déterminées les forces navales des grandes puissances. Des courriers se précipitent de la Chambre noire à Washington, transportant les déchiffres des derniers télégrammes secrets codés de gouvernements étrangers. La Chambre noire est bien gardée. Nous sommes couverts d'honneurs. Le secrétaire de la Guerre épingle la Distinguished Service Medal à mon revers et me fait un clin d'œil» (Yardley 1931 : 12-13).

Voilà résumé en quelques lignes le contenu de l'ouvrage. Le style est direct, saccadé; le récit se veut dramatique. Les champs sémantiques de l'occulte et du pouvoir se mêlent pour peindre les arcanes des relations internationales. Une part de tout cela répond sans doute à la volonté de forcer le trait d'un motif largement diffusé de l'imaginaire politique: la conspiration (Girardet 1990). On guide le lecteur dans un espace sacré, inaccessible et invisible, peuplé d'espions, de complots et de mensonges. Mais, ce faisant, l'auteur poursuit une logique distincte, une véritable stratégie de dévoilement: il dénonce la fermeture de son agence en justifiant sa prise de parole (Dewerpe 1994 : 275-289).

Stratégie de dévoilement

Yardley dénonce le sort réservé à sa «Chambre noire». Avec ironie, il salue l'homme qui a eu «le courage – ou était-ce la naïveté? – d'annoncer que les correspondances diplomatiques devaient rester inviolées, renonçant ainsi aux pratiques du bureau américain de cryptographie» (Yardley 1931 : 12). Il publie pour révéler l'efficacité de son travail, l'intérêt de sa discipline, le bien-fondé de ses actes. Il a sans doute pleinement conscience de la difficulté à obtenir l'adhésion publique autour d'activités considérées par nature immorales: Yardley ne manque donc jamais de signaler les marques de reconnaissance et distinctions qu'il reçoit, mentionne ses rencontres avec les décideurs, rapporte précautionneusement leurs propos élogieux. Il affronte et confronte les plus dangereux espions étrangers, reçoit l'aide des plus prestigieux spécialistes, dirige le plus performant des services de cryptographie des États-Unis. Second procédé clairement identifiable, l'ouvrage se trouve parsemé de photographies commentées, de reproductions de documents confidentiels, de récits ponctuels répondant aux propos. Autant de moyens probatoires qui visent à convaincre le lecteur

incrédule de la véracité des faits rapportés. Enfin, le brutal renvoi a offensé la dignité de celui qui a « consacré seize années de sa vie [...] à l'espionnage » et la confiance qu'il plaçait dans ses collègues du département d'État a été trahie. C'est pourquoi il affirme « révéler dans un récit dépassionné les détails intimes d'une organisation secrète [qu'il] a prise en charge (*fostered*) pour le gouvernement américain » (*ibid.*).

Si la dénonciation est défensive, la justification de la prise de parole est offensive et Yardley dessine pour ce faire un autoportrait implicite. Ses mobiles sont avant tout patriotiques : c'est à son pays que Yardley a consacré seize années de sa vie, c'est de son sort qu'il s'inquiète désormais, abandonné sans défense parmi des puissances qui entretiennent toutes des bureaux déchiffrant ses codes diplomatiques et militaires. Seule l'efficacité doit donc dicter actions et décisions dans cette guerre secrète menée par des nations rivales aux méthodes agressives. Une posture est adoptée qui répond à ces attentes : le professionnel. La cryptographie est une « science » et exige un apprentissage ardu, le cryptographe est un « expert » qui s'appuie sur un savoir théorique et pratique. L'architecture du propos s'arc-boute sur ces trois thématiques : Yardley se met en scène en patriote clandestin, efficace et professionnel, dont la prise de parole ne constitue qu'un prolongement de l'engagement. La révélation des secrets n'est pas une trahison, mais le dernier acte de son action pour la défense des intérêts supérieurs de la nation.

Le secret à l'épreuve

Le major Yardley a conservé illégalement de nombreux documents classés « Secret » dont le contenu va être dévoilé. Plus grave peut-être, il relate les activités confidentielles d'un bureau semi-officiel – pour ne pas dire totalement officieux – dont les pratiques sont largement illicites. Tout cela est destiné à être publié, ce qui contrevient aux règles et dispositifs de contrôle de l'information militaire. Les questions qui se posent, les argumentations qui surgissent, les configurations légales, culturelles et politiques se déploient alors avec une grande clarté. Plus important : l'affaire provoquée par les suites de la publication va éprouver la résistance du secret de l'État. Est secret ce qui n'est pas dévoilé. Autrement dit, le secret n'existe que lorsque l'État exprime sa détermination effective à faire respecter sa confidentialité. Ce faisant, il se redéfinit, se précise, s'étend. L'affaire est donc l'occasion de mettre en évidence un moment de construction de l'espace du secret d'État contemporain.

Le secret dans l'arène

Peut-on révéler les secrets de l'État ? La question ne relève pas d'un sophisme de l'historien. La divulgation des activités occultes du MI-8 et du Bureau du chiffre présente des incertitudes explicitement envisagées par les acteurs : risque pénal, réactions des pairs et soumission au jugement public.

Après sa première rencontre avec Yardley en décembre 1930, George Shively, éditeur new-yorkais, écrit à l'éditeur D. Laurence Chambers de la Bobbs-Merrill Company pour lui faire partager son intérêt pour un récit dont il présente le caractère sensationnel, donc commercial. Mais il l'avertit qu'il « est probable que des manœuvres prudentes seront nécessaires [...] » et précise, non sans ironie : « Peut-être serions-nous accusés de trahison et fusillés au lever du soleil » (Kahn 2004 : 105-108). Yardley transmet en janvier 1931 sa démission en tant qu'officier de réserve, sans doute par crainte d'une éventuelle cour martiale. Cette décision inquiète les autorités qui consultent les services du *Judge Advocate General*, lesquels excluent toute poursuite disciplinaire dans le cadre militaire. Il est surprenant de constater qu'on ne fait pas jouer l'*Espionage Act*¹⁵. Du côté des éditeurs, l'inquiétude est également de mise. Les avocats consultés par G. T. Bye avertissent que la publication d'un tel ouvrage peut donner lieu à des poursuites pour diffamation et pour publication de documents volés ou copiés sans autorisation. Plus grave : « Si le ministre de la Justice présentait une requête à une cour fédérale, il ne rencontrerait pas de grandes difficultés à la convaincre de lancer une injonction contre la publication et la vente de ce livre. » Au contraire, l'avocat de la Bobbs-Merrill Company est optimiste. Les informations contenues dans le livre ont été obtenues par des moyens irréguliers et par une unité au statut ambigu. La publication n'engage donc pas la responsabilité de la compagnie qui, en conséquence, accepte le manuscrit (*ibid.*). Les institutions n'ont pas bougé et l'éditeur rassuré publie l'ouvrage de Yardley.

Les réactions de ses collègues de travail, de ses connaissances professionnelles et, au-delà, de ceux qui appartiennent à ce monde social particulier qui gère le secret, sont immédiates. Certains témoignent rapidement de leur soutien à l'auteur. Mais la plupart des membres des institutions secrètes s'expriment négativement, autour de trois motifs principaux non exclusifs. On relève nombre d'erreurs factuelles dans la relation de Yardley. On s'étonne des exagérations et des raccourcis qui parcourent l'ouvrage, qu'on les attribue à une écriture romanesque ou à un orgueil déplacé. Mais, plus significatif, on lui reproche surtout d'avoir violé le devoir de silence. Son compagnon du MI-8, John M. Manly, confie à W. Friedman qu'il n'aurait pas révélé les tentatives de décryptage à l'encontre de nations amies. Aloysius J. McGrail, responsable des encres secrètes au MI-8, liste une série de détails techniques qui n'auraient jamais dû être rendus publics. « Je pense que nous ne serons jamais d'accord sur la question du secret désormais », conclut Friedman¹⁶. William Baggaley, assistant du directeur du renseignement naval, déclare qu'il « devrait être pendu au bout de vergue »¹⁷. Dans l'ensemble, ces réactions dévoilent un monde social qui rejette la révélation du secret comme déshonorante, dangereuse et dommageable.

La publication suppose enfin de se soumettre au jugement de l'opinion publique. L'acte de dévoilement est-il légitime ou relève-t-il de la trahison ? Les indices dont on dispose sont indirects mais convergents. *The American Black Chamber* fait surtout sensation, en suggérant que le président Wilson a peut-être

été mortellement empoisonné lors de la conférence de Versailles (*New York Times* 1931a : 3 ; *Chicago Tribune* 1931 : 1). Les critiques proprement dites varient nettement. Pour les uns, Yardley est un « Sherlock Holmes vivant » qui dévoile des événements inconnus à ceux qui veulent savoir ce qui se passe « dans les coulisses ». D'autres s'interrogent sur les conséquences de telles révélations et se disent un peu surpris à la découverte « d'un code d'éthique qui permet à un décodeur professionnel de conserver des copies des messages qu'il décode et de les publier plus tard, sans autorisation d'aucun gouvernement, apparemment dans le seul but de raconter une bonne histoire et se venger de ceux qui ont interdit son bureau ». Certains éditorialistes sont plus directs encore dans la critique, puisque le *New York Evening Post* (1931 : 12) affirme que l'ouvrage « trahit des secrets étatiques (*government secrets*) » et le *Brooklyn Daily Eagle* (1931 : 20) enjoint l'État de renforcer sa législation en matière de trahison par des anciens fonctionnaires (Kahn 2004 : 122-125 ; Weigle 1931 : 12 ; *Washington Post* 1931 : MF14;). Mais rien n'indique le poids relatif de ces opinions. Le succès de l'ouvrage est indéniable : publié en mai 1931, *The American Black Chamber* s'est écoulé à près de sept mille cinq cents exemplaires au 31 juillet de la même année, à grand renfort de publicité¹⁸. Là encore, difficile de conclure : l'acte d'achat ne vaut pas validation morale. Plus significatives sont les activités dans lesquelles s'engage Yardley grâce au succès de son livre. En octobre et décembre 1931, *Liberty Magazine* lui achète deux articles. Puis l'hebdomadaire publie pendant quelques mois des cryptogrammes très simples destinés à distraire son lectorat, les *Yardleygrams*. Enfin, il est contacté par Hollywood pour divers projets de scénarios fictionnels (*New York Times* 1934 : 19). Bref, l'homme capitalise sur sa célébrité – éphémère – ce qui est sans doute le meilleur indice de la réception par le public de ses révélations : il est improbable qu'un traître à la patrie ait suscité ce type d'intérêt.

Changement d'arène

The American Black Chamber est publié en Angleterre, traduit et publié en France (Yardley 1935), en Suède, au Japon. Quarante mille exemplaires sont vendus dans le monde, portant le total à soixante mille. Mais ce succès, qui attire l'attention des responsables du Département d'État, va provoquer un déplacement des enjeux de l'affaire et engager l'épreuve de force. Car les polémiques suscitées par son livre ne sont pas éteintes que Yardley s'est attelé à l'écriture d'un nouvel ouvrage. La perspective de sa publication conduit à l'introduction d'un projet de loi au Congrès pour empêcher la divulgation de nouveaux secrets.

Les révélations concernant la conférence navale de Washington et le décryptage du code diplomatique japonais ont donné à *The American Black Chamber* un retentissement particulier dans ce pays. Des milliers de copies de la traduction japonaise sont vendus en quelques semaines. Le Département d'État a demandé d'être tenu au courant de l'agitation liée au livre et se montre particulièrement

sensible en raison du contexte international (Kahn 1996 : 363-364)¹⁹. De son côté, Yardley s'est engagé dans un nouveau projet dont il a confié la rédaction proprement dite à une jeune femme, Mary Stuart Kloodt, qui écrit les neuf cent soixante-dix pages de *Japanese Diplomatic Secrets* (Yardley 2001). L'imposant manuscrit est refusé par la Bobbs-Merrill Company en août 1932 pour des motifs commerciaux. Alerté, le responsable des Affaires japonaises prévient le sous-secrétaire d'État qu'en raison de l'animosité à l'égard des États-Unis qui prévaut dans l'opinion, « tout doit être fait pour empêcher la parution de ce livre » (Kahn 2004 : 159). En février 1933, avisé de la réception du manuscrit par les éditions Macmillan, le Département d'État dépêche à New York un spécialiste dont le rapport est alarmiste. Le 20 février se présente dans les bureaux de l'éditeur un *US Marshall* qui enjoint le président de le suivre avec ledit manuscrit, saisi au titre de l'*Espionage Act*²⁰. L'épreuve de force est engagée.

Le 27 mars 1933 est introduite la proposition de loi « For the Protection of Government Records » :

« Quiconque, sans autorisation ou autorité compétente, publie ou fournit volontairement à quelqu'un [...] tout document préparé en code officiel ; ou quiconque, pour toute raison préjudiciable à la sécurité ou à l'intérêt des États-Unis, publie ou fournit volontairement à quelqu'un [...] tout document obtenu en cours de transmission entre un bureau public [...] et un autre du même genre, ou [...] qui était en cours de transmission entre tout gouvernement étranger et sa mission diplomatique aux États-Unis [...] doit se voir infliger une amende d'un montant maximum de \$10 000 ou être emprisonné pour une durée maximale de dix ans, ou les deux²¹. »

Directement inspiré par le Département d'État, le projet de loi est secrètement dirigé contre la publication du nouveau livre de Yardley. Première étape à la Chambre des représentants le 3 avril : les membres de la commission judiciaire refusent d'exposer les mobiles du projet de loi, mais certifient qu'il n'y a « pas un membre de la commission qui ne réalise [son] absolue nécessité ». Les inquiétudes concernant la liberté d'expression sont écartées et la Chambre vote le texte. Face aux réactions publiques, le Département d'État fait une déclaration garantissant qu'il ne s'agit pas de museler ou censurer la presse. Le 6 avril, le démocrate Loring M. Black dénonce sa portée, regrette les conséquences institutionnelles de cette procédure d'urgence, exige de connaître son véritable auteur. Nouveau refus : la liberté d'expression, explique le représentant Thomas D. McKeown, a pour limite la sécurité du gouvernement²².

Seconde étape : la commission des affaires étrangères du Sénat rédige sa propre version du texte.

« Quiconque, en vertu de son emploi public, obtient de quelqu'un ou se voit confier ou a accès à, ou s'est vu confier ou a eu accès à, tout code diplomatique ou tout document préparé dans un tel code, ou qui se présente comme ayant été préparé dans un tel code, et, sans autorisation ou autorité requise, publie ou fournit volontairement à quelqu'un tout code ou document de ce type, ou tout document obtenu

en cours de transmission entre tout gouvernement étranger et sa mission diplomatique aux États-Unis, doit se voir infliger une amende d'un montant maximum de \$10 000 ou être emprisonné pour une durée maximum de dix ans, ou les deux²³. »

La portée du texte est profondément réduite par le style resserré et la précision de la nature cryptique du document. Il est débattu au Sénat et, le 10 mai, le sénateur Hiram Johnson dévoile les dessous d'un projet qui ne lui semble pas justifier cette précipitation. Pour Arthur R. Robinson, républicain de l'Indiana, il ne s'agit de rien d'autre que d'une « loi-bâillon », un nouvel acte dans la marche à la dictature du président Roosevelt. Le sénateur Thomas T. Connally rassure ses collègues, restreignant le sens du texte : criminaliser la trahison volontaire d'informations confidentielles par un employé du gouvernement. Il dessine explicitement l'espace mis au secret : « Le code [...] appartient à notre gouvernement ; c'est sa propriété ; il a le droit de le garder secret. Les codes des pays étrangers leur appartiennent, et ils ont le droit de protéger leur utilisation. » Laisser un individu les divulguer, c'est risquer une crise diplomatique, peut-être même une guerre. Quant à sa formulation parfois vague (« ou qui se présente comme ayant été préparé dans un tel code »), elle doit être maintenue pour éviter une charge trop lourde de la preuve : il faudrait dans le cas contraire produire le code national ou étranger pour obtenir la condamnation. La loi est finalement votée par le Sénat, adoptée par la Chambre et, le 10 juin 1933, ratifiée par le président (*New York Times* 1933b : 20 ; *Washington Post* 1933 : 1)²⁴.

Fin de partie

Le gouvernement a bloqué la publication du second ouvrage de Yardley. Personne, pas même son auteur officiel, ne demande à récupérer le manuscrit qui est classé dans les archives du Département de la justice. Il rédige une charge contre la législation que *Cosmopolitan* refuse de publier. Les éditions Bobbs-Merrill interrompent l'impression de la réédition de *The American Black Chamber*. L'affaire se termine dans un relatif silence.

Le secret a cette fois résisté à l'épreuve et, ce faisant, il s'est redéfini, précisé, étendu. Un voile légal masque désormais un nouvel aspect de l'activité d'État : les communications diplomatiques. La législation incrimine la divulgation d'un secret désigné par une forme (document codé), une règle (confidentialité absolue), des dispositifs (ici implicites) et une sanction exceptionnelle (\$10 000 et/ou dix ans de prison). Le débat parlementaire désigne explicitement sa cible – le fonctionnaire – et expose son motif – l'intérêt supérieur de la nation. Les relations internationales sont choses particulières et ne sauraient être soumises à un quelconque impératif de transparence. Leur administration relève de l'État et ses serviteurs sont soumis à des exigences particulières de conduite. Notons que le texte ne protège pas les seuls codes nationaux, mais étend l'interdit aux codes étrangers, car leur publication trahit l'interception et le décryptage. En d'autres termes, l'État ne protège pas les secrets de ses institutions – ses secrets diploma-

tiques – mais exclut les échanges diplomatiques codés de toute diffusion extérieure à ses frontières. Ce sont désormais des secrets d'État.

Par l'imprécision circonstanciée d'une simple expression («ou qui se présente comme ayant été préparé dans un tel code»), le texte laisse aux autorités une marge de manœuvre dans l'application de la loi, ce qui accroît son efficacité coercitive. On doit alors varier la focale en sens inverse, pour constater que les mêmes motifs sont à l'œuvre dans les procédures réglementant la protection des informations militaires. En 1936, les règlements de l'US Army édictent :

«Un document sera classifié et marqué "Secret" seulement lorsque l'information qu'il contient est d'une telle nature que son dévoilement pourrait mettre en danger la sécurité nationale, ou porter préjudice aux intérêts ou au prestige de la nation, à un individu, ou à toute activité gouvernementale, ou présenter un grand intérêt pour une nation étrangère» (Quist 1989 : 38).

Que l'on note la nature imprécise des motifs qui peuvent présider au classement. Il n'est pas jusqu'à l'éventualité d'un préjudice individuel qui ne puisse justifier la mise au secret. Plus la définition se précise, plus le motif de classification se brouille. À une détermination directive des contenus se substitue toujours une liste de formes. La dimension croissante des listes ne traduit pas une contrainte supérieure mais, au contraire, une extension des domaines susceptibles d'être classifiés. La Navy adopte des formulations quasi similaires. En 1941, l'armée impose que les documents classifiés transmis à des civils portent une référence explicite rappelant que le document «affecte la défense nationale des États-Unis au titre de l'*Espionage Act*». Ces indices convergent pour suggérer une dynamique d'autonomisation du secret d'État, dont la loi de 1933 ne constitue qu'un moment contingent et presque accidentel.

Tout cela ne concerne plus Yardley qui est tenu pour le reste de sa vie en marge du monde secret. Dans les années qui suivent la saisie de son manuscrit, il se consacre à la fiction d'espionnage, sans autre succès d'importance que le tournage d'un film dont le scénario s'inspire vaguement d'un de ses romans (Sennwald 1935 : 12). Son éphémère célébrité lui vaut d'être engagé pendant deux ans comme cryptographe par le gouvernement nationaliste chinois en guerre contre le Japon, puis quelques mois par le voisin canadien en 1940. De retour aux États-Unis, il cherche en vain à reprendre du service en tant que cryptanalyste au sein des forces armées. Il fait même, pendant de longs mois, l'objet d'une surveillance discrète de la MID qui dit le soupçonner de cacher des sympathisants proallemands. Il finit par être engagé à l'Office of Price Administration pour la durée de la guerre. Il mène par la suite une carrière honorable pour la Housing and Home Finance Agency. En 1957, le retraité publie un manuel insolite intitulé *The Education of a Poker Player*. Un an plus tard, en août 1958, après une sévère attaque, il meurt. Herbert Osborne Yardley est enterré avec les honneurs militaires au cimetière national d'Arlington (Kahn

2004 : 216-255; *New York Times* 1958 : 17; *Washington Post and Times Herald* 1958a: B2, 1958b: A20).

* *
*

Qu'est-ce que le secret d'État contemporain? Une information dont la confidentialité graduée est garantie par des dispositifs bureaucratiques explicites et une sanction pénale exceptionnelle. Figure historique nouvelle liée à l'émergence de l'État moderne, cette déclinaison se caractérise par des règles et dispositifs administratifs attachés à la confidentialité. Il se distingue du simple secret administratif par une sanction pénale extraordinaire, indice de sa sensibilité particulière. L'État s'adjoint – se substitue, en dernier ressort – à l'institution pour établir formes, règles et dispositifs, en particulier répressifs. La révélation n'est plus une faute professionnelle sanctionnée par l'autorité hiérarchique, mais un crime réprimé par l'État. Un espace clivé du pouvoir s'isole dans l'architecture de l'appareil d'État qui s'émancipe des règles communes et réduit ses membres au silence.

En publiant le récit de son activité au sein d'un bureau du chiffre officieux, en reproduisant des documents confidentiels, Yardley rompt avec le devoir de réserve et attire l'attention. En préparant la publication d'un second ouvrage, il provoque une affaire: elle est l'occasion d'une mise au secret partielle, contingente et presque accidentelle d'un domaine de l'activité étatique – les relations diplomatiques – dès lors légalement soustrait à l'impératif de transparence. Les communications codées sont des secrets d'État: leur confidentialité est garantie par la loi, leur dévoilement sanctionné d'une peine exceptionnellement lourde.

Le secret a non seulement éprouvé sa résistance, mais s'est redéfini et étendu. Ne croyons pas toutefois qu'il s'agisse d'une somme de hasards. Au tournant du siècle, dans un contexte général de construction de la bureaucratie fédérale et de «reconstitution» des forces armées sur modèle européen, ont commencé à émerger les procédures bureaucratiques d'une gestion systématique, rationalisée et fonctionnelle du secret. La Première Guerre mondiale constitue le moment décisif du premier déplacement qualitatif, qui voit l'édiction de sanctions pénales à la divulgation des informations militaires. Une dynamique s'est enclenchée qui commence à déployer son système de justification: urgence, nécessité, intérêt supérieur de la nation.

Ouvrages cités

- ANDREW, Christopher. 1995. *For the President's Eyes Only. Secret Intelligence and the American Presidency from Washington to Bush*. New York, HarperCollins Publishers.
- BIDWELL, Bruce W. 1986. *History of the Military Intelligence Division, Department of the Army General Staff, 1795-1941*. Frederick, University Publications of America.
- BLANTON, Thomas S. 2002. « Beyond the Balancing Test », in *National Security and Open Government. Striking the Right Balance*. Syracuse, Campbell Public Affairs Institute : 33-73.
- Brooklyn Daily Eagle*. 1931. 2 juin.
- Chicago Tribune*. 1931. « Plot to Kill Pres. Wilson in Paris Bared », 1^{er} juin.
- CLARK, Ronald. 1977. *The Man Who Broke Purple. The Life of Colonel William F. Friedman*. Boston, Little, Brown and Co.
- DEWERPE, Alain. 1994. *Espion. Une anthropologie historique du secret d'État contemporain*. Paris, Gallimard (Bibliothèque des histoires).
- DORWART, Jeffery. 1983. *Conflict of Duty. The US Navy Intelligence Dilemma, 1919-1945*. Annapolis, Naval Institute Press.
- GIRARDET, Raoul. 1990. *Mythes et mythologies politiques*. Paris, Seuil, (Points Histoire).
- JEFFREY-JONES, Rhodri. 2003. *Cloak and Dollar. A History of American Secret Intelligence*. New Haven, Yale University Press.
- KAHN, David. 1996. *The Codebreakers. The Story of Secret Writing*. New York, Scribner's.
- 2004. *The Reader of Gentlemen's Mail. Herbert O. Yardley and the Birth of American Codebreaking*. New Haven, Yale University Press.
- KOHN, Stephen M. 1994. *American Political Prisoners. Prosecutions under the Espionage and Sedition Acts*. Westport, Praeger.
- LAURENT, Sébastien. 2003. « L'histoire, au-delà du secret de l'archive », in S. Laurent (éd.), *Archives « secrètes », secrets d'archives ? Le travail de l'historien et de l'archiviste sur les archives sensibles*. Paris, CNRS : 7-12.
- MILLET, Allan R. et Peter MASLOWSKI. 1994 [1984]. *For the Common Defense. A Military History of the United States of America*. New York, The Free Press.
- MOYNIHAN, Daniel P. 1998. *Secrecy. The American Experience*. New Haven, Yale University Press.
- NEVEU, Érik. 1985. *L'idéologie dans le roman d'espionnage*. Paris, FNSP.
- New York Evening Post*. 1931. 15 juin.
- New York Times*. 1931a. « Plot to Kill Wilson in Paris is Charged », 1^{er} juin.
- 1931b. 19 juillet.
- 1933a. « Code Expert MS. On Japan is Seized », 21 février.
- 1933b. « Code Bill Passed by Puzzled Senate », 11 mai.
- 1934. « Book Notes », 25 mai.
- 1958. « Herbert Yardley, Cryptographer, Dies. Broke Japan's Diplomatic Code in 1921 », 8 août.
- O'TOOLE, George J. A. 1991. *Honorable Treachery. A History of US Intelligence, Espionage, and Covert Action from the American Revolution to the CIA*. New York, Atlantic Monthly Press.
- QUIST, Arvin S. 1989. *Security Classification of Information*, vol. 1 : *Introduction, History, and Adverse Impact*. Oak Ridge, Martin Marietta Energy Systems Inc.
- ROWLETT, Frank B. 1998. *The Story of Magic. Memoirs of an American Cryptologic Pioneer*. Laguna Hills, Aegan Park Press.
- SENNWALD, André. 1935. « William Powell as the Star of "Rendez-Vous", A Spy Melodrama Now at the Capitol Theatre », *New York Times*, 26 octobre.
- SKOWRONEK, Stephen. 1982. *Building a New American State. The Expansion of National Administrative Capacities, 1877-1920*. Cambridge, Cambridge University Press.

STIMSON, Henry L. et McGeorge BUNDY. 1947. *On Active Service in Peace and War*. New York, Harper and Brothers.

WAR DEPARTEMENT. 1926. *Training Regulations 210-5, Military Intelligence. Combat Intelligence Regulations*. Washington, DC, GPO.

— 1940. *Basic Field Manual 30-25. Military Intelligence : Counterintelligence*. Washington, DC, GPO.

Washington Post. 1931. « Now It Can Be Told – And Is », 23 août.

— 1933. « Bill to Shield US Codes is Voted in House », 4 avril.

— and *Times Herald*. 1958a. « Code Expert Yardley Dead », 8 août.

— 1958b. « Obituaries », 10 août.

WEIGLE, Edith. 1931. « Yardley Tells Cipher Codes' Share in War », *Chicago Tribune*, 20 juin.

WEIGLEY, Russel F. 1967. *History of the United States Army*. New York, Macmillan.

YARDLEY, Herbert Osborne. 1931. *The American Black Chamber*. Indianapolis, The Bobbs-Merrill Company.

— 1935. *Le Cabinet noir américain*. Paris, La Nouvelle revue critique (Bibliothèque d'histoire politique, militaire et navale).

— 1957. *The Education of a Poker Player*. New York, Simon and Schuster.

— 2001 [1933]. *Japanese Diplomatic Secrets*. Laguna Hills, Aegan Park Press.

Notes

1. Dans cette perspective, se reporter à l'article de Sébastien Laurent (2003). Consulter le très riche ouvrage d'Alain Dewerpe (1994) qui a inspiré nombre des réflexions du présent article. Dans le contexte américain, voir Daniel P. Moynihan (1998).

2. La qualité de document « Restricted » est dans un premier temps introduite comme une quatrième catégorie (Army Regulation 330-5, 1935), avant de désigner le troisième degré de classification dans les deux armes. Voir Quist 1989 : 38.

3. Army Regulations 330-5 (*ibid.* : 33-34). Nous soulignons.

4. General Order n° 370 (*ibid.* : 31).

5. General Order n° 370 (*ibid.*). Sur les procédures de protection imposées par le War Department en fin de période, voir War Department 1940 : 10-13. Voir le témoignage de Frank B. Rowlett (1998 : 34-35).

6. Compilation of Orders, Changes n° 6, Section 176.1-3, War Department, 1917. Cité dans Quist 1989 : 30.

7. Voir, par exemple, War Departement 1926.

8. Navy General Order n° 36, 1909 (Quist 1989 : 26).

9. Compilation of Orders, Changes n° 6, Section 176.4, War Department, 1917 (*Ibid.* : 30).

10. *Espionage Act*, 1917, Titre I, Section 1, paragraphes (d) et (e). Nous soulignons.

11. Compilation of Orders, Changes n° 6, Section 176.4, War Department, 1917 (Quist 1989 : 30).

12. Les réductions d'effectifs et de crédits touchent toutefois l'ensemble de la division du renseignement militaire. Sur ce point, voir Bidwell 1986 : 256-259 et Kahn 2004 : 57-58.

13. Mémoire cité dans Kahn 2004 : 100.

14. Lettre à George T. Bye (*ibid.* : xvii).

15. Voir *Espionage Act*, Titre I, section 1 (d).

16. Sur les inquiétudes de Friedman, voir Clark 1977 : 123-124.

17. C'est-à-dire à l'avant du mât du navire. Sans doute un jeu de consonance : Yardley et *Yardarm*. Voir Dorwart 1983 : 51.

18. Voir par exemple l'édition du *New York Times* (1931b : BR9).

19. L'invasion de la Mandchourie a entraîné une montée des tensions diplomatiques entre les deux pays, auxquelles s'ajoute l'attaque sur Shanghai au début de l'année suivante.

20. La presse rapporte immédiatement l'événement (*New York Times* 1933a : 3).

21. « Bill 73 HR 4220 », *Congressional Records-House*, 73-1, p. 1151.

22. *Congressional Records-House*, 73-1, p. 1151-1154, 1166.

23. « Bill 73 HR 4220 », *Congressional Records-Senate*, 73-1, p. 3125.

24. *Congressional Records-Senate*, 73-1, p. 3125-3140.